

# UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 28  
Décembre 2009

« L'État chez lui, l'Église chez elle. »

Victor Hugo

Édito

## LA LAÏCITÉ, UN COMBAT D'AUJOURD'HUI

Laïcité, j'écris ton nom. Et je l'écris pour tous ceux qui, aujourd'hui, ne l'écrivent plus, la remettent en cause. Ceux qui nous gouvernent et qui tentent de revenir sur un des plus beaux acquis du siècle dernier. La laïcité ce n'est pas uniquement la séparation formelle des Églises et de l'État, la laïcité c'est une marche lente et dure vers la science, vers la raison, vers l'ouverture, contre l'obscurantisme. La laïcité c'est notre vivre-ensemble.

À l'heure où l'on nous impose des cadres de pensée étroits, où les amalgames entre origine et religion sont banalisés, où notre gouvernement fait figure d'avant-garde en tenant des propos racistes et en se permettant des actes xénophobes dans un silence quasi-parfait, laïcité, nous écrivons ton nom.

À l'heure où la tentation des votes extrêmes est grande chez les salariés de toute l'Europe, où le rejet de l'autre, où le repli sur soi est la norme, laïcité nous te défendons. Se mobiliser en faveur de la laïcité c'est permettre à toutes et tous de vivre comme ils l'entendent, c'est penser que la première redistribution des richesses est celle des savoirs, de la connaissance et des cultures. C'est imaginer une France, une Suisse qui respectent chacun de celles et ceux qu'elles accueillent. Sans stigmates, sans préjugés.

Mais brandir la laïcité c'est aussi poser des gardes-fous en contraignant chaque individu à respecter lui-même l'autre en ne lui imposant pas un culte, une foi, un talisman ou un chemin. La laïcité érigée en principe constitutionnelle, c'est confier à la république le pouvoir de s'imposer à soi des obligations de neutralité envers les autres. Ne rien imposer à un individu si ce n'est le respect de tous les autres.

Aujourd'hui naissent de faux débats, on parle burqa, identité, minarets. Aujourd'hui, on nous contraint à la peur de l'étrange. Et l'étrange est nommé, c'est le Marocain, le Tunisien, l'Algérien, cet Arabe nécessairement musulman. Et finalement dangereux, barbare, aux habitudes douteuses voire aux mœurs inacceptables. Et demain, de qui devons-nous avoir peur ?

En ces temps de fêtes de fin d'année, nous nous devons de rappeler que notre république laïque est un combat des tous les jours et que, quand l'obscurantisme et l'intolérance guide la politique gouvernementale, c'est à nous tous, jeunes progressistes, de porter le flambeau de la laïcité.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et de très bonnes fêtes de fin d'année.

**Par Marlène Collineau**

## SOMMAIRE

INSTANTS DE LUTTE.....	P. 2
<i>par Johann Cesa</i>	
LE 49 <sup>E</sup> CONGRÈS DE LA CGT.....	P. 3
3 QUESTIONS À UN MILITANT DU PS SUISSE.....	P. 4
IVG, RETOUR SUR LA LOI DE 1975.....	P. 5
<i>par Simon Héger</i>	
CULTURE.....	P. 6
BILLET D'HUMEUR.....	P. 8
<i>par Benjamin Palle</i>	



**Pour contacter  
l'Offensive Socialiste :**

Marlène Collineau (rédaction d'Unité) :

06 75 29 42 75

Johann Cesa (Bureau National du MJS) :

06 28 04 71 32

# Instants de lutte

« Pour 90 € par mois, on couche dehors alors qu'il fait -5° C ! »

Nous serions tentés de croire que ce titre renvoyait aux paroles d'un sans domicile fixe. Et bien non, pas du tout ! Ce sont celles d'un salarié gréviste de chez Autobar à Saint-Étienne. Depuis mercredi dernier, cette petite agence de 26 salariés, située dans la banlieue stéphanoise, connaît un mouvement de grève sans précédent. 18 salariés ont décidé de bloquer l'entrée de leur entreprise et d'y installer une tente de fortune. Leur revendication centrale est une hausse des salaires de 90 € bruts par mois et la mise en place d'une complémentaire santé.

« C'est bien le minimum, raconte un jeune salarié, ça fait quatre ans que je travaille ici et mon salaire net reste bloqué à 1080 € par mois. »

Les salariés argumentent, cette demande n'est en rien démesurée. Le groupe Autobar, gestionnaire de parc de distributeurs automatiques (café, fontaine à eau, snack) détenu par un fonds de pension hollandais, affiche des bénéfices supérieurs à 1 million d'euros en 2008. « On ne veut pas mettre l'entreprise en difficulté et on a calculé avec les experts-comptables que 90 € par mois ça laisse encore beaucoup de bénéfices à la direction » précise le délégué du personnel. Il y a deux ans, lors de la dernière grève, les salariés avaient obtenu cinquante euros bruts par mois alors qu'ils demandaient du net. Aujourd'hui, pour répondre aux revendications, la direction ne leur propose que vingt euros par an...

« C'est pas le froid qui nous arrêtera. »

Pour parvenir à leurs fins les salariés se relaient jour et nuit pour éviter que les camions d'approvisionnement ne tentent de rentrer. Pour les soutenir, les jeunes socialistes de la Loire leur ont apporté des couvertures et un lit de camp. « C'est ici qu'on doit être, aux côtés des salariés, pour les aider dans leurs revendications » affirme Pierrick Courbon, animateur fédéral de la Loire. Après déjà cinq nuits à dormir sous des températures négatives, le lundi soir nous leur amenions un bon repas autour du feu afin de partager un moment convivial.

« Ça fait plaisir de voir des jeunes qui luttent, il faudra vous battre pour vos droits, votre salaire, votre retraite. »

En une phrase ce salarié d'Autobar a résumé ce que doit être notre combat de demain : lutter pour arracher au patronat la plus-value qu'il se fait sur le dos des travailleurs. Partout en France, à la RATP, chez les routiers, chez les producteurs laitiers, dans le privé et dans l'enseignement, la colère gronde. Le front social se durcit. À l'approche des fêtes, les salariés ont peur de ne rien pouvoir offrir à leurs enfants alors qu'ils se sont saignés aux quatre veines toute l'année pour remplir les poches de leur patron.

Quand, nous, Offensive socialiste, revendiquons 200 € de plus pour tous, ce n'est pas pour faire de la surenchère au sein de notre organisation politique. C'est tout simplement la réalité du terrain social et une perspective unifiante pour tous les salariés ! 200 € de plus pour les chômeurs afin qu'ils puissent vivre et non survivre pendant qu'ils cherchent du boulot. 200 € de plus pour les retraités : ils l'ont mérité, ils ont cotisé toute leur vie. 200 € de plus pour les travailleurs, ce sont eux qui produisent les richesses et contribuent aux dividendes des actionnaires et aux profits, rendons-leur ce qui leur est dû !

Plus que jamais, dans toutes luttes, partout où il y aura un jeune socialiste, nous devons revendiquer 200 € pour tous et en faire un axe central de notre projet ! Pour rassembler la gauche, les socialistes doivent avoir l'audace de proposer des mesures qui redistribuent radicalement les richesses !

Un seul salariat, une seule gauche pour défendre ses intérêts dans les luttes et dans les urnes, des régionales de mars prochain jusqu'à la prochaine présidentielle ! ::

**Par Johann Cesa**  
**Membre du BN du MJS**



# Le 49<sup>e</sup> Congrès de la CGT

*La CGT a tenu, à Nantes, son 49<sup>e</sup> Congrès du 7 au 11 décembre 2009. La rédaction d'Unité a rencontré Raymond Vacheron, délégué CGT pour la Haute-Loire.*

**Unité :** Lors de ce congrès, les médias ont beaucoup parlé de la rivalité censée exister entre B. Thibault et J-P. Delannoy. Au delà de ces questions secondaires, le rapport de force interne à la CGT, entre une aile « réformiste » et un camp plus revendicatif, a-t-il évolué ?

**Raymond Vacheron :** Le congrès n'a pas été un débat entre Thibault et Delannoy, même si c'est ce qu'ont voulu faire apparaître certains médias. Les textes ont été tous votés à plus de 75 % et la direction élue à plus de 91 %.

Ceux que la presse appelle les opposants sont très divers. Cela englobe aussi bien des nostalgiques de l'URSS stalinienne ou des militants d'extrême-gauche anti-staliniens. Chez les délégués, l'immense majorité refuse d'être cataloguée comme opposant. Ils en voulaient même à ceux qui apparaissaient comme vouloir diviser leur syndicat. Mais il y avait beaucoup d'interrogations sur les luttes, notamment la suite qui a été donnée aux grandes mobilisations du début d'année, sur les revendications, y compris l'unité ou, ce qu'on appelle dans la CGT le syndicalisme rassemblé.

D'ailleurs, la direction a été amené à tenir en partie compte des critiques puisqu'elle a reformulé ses résolutions et qu'elle a même proposé contre toute attente une résolution d'actualité en fin de congrès.

En annonçant la mobilisation sur la défense de la retraite à 60 ans en 2010, elle a fixé une perspective concrète et centrale pour l'ensemble du salariat.



**Unité :** À l'issue du Congrès de Nantes, la centrale est-elle en ordre de marche pour lutter contre la politique de Sarkozy et du Medef ? Quelles sont les mesures phares que la CGT propose aux salariés ?

**R.V. :** Depuis des années, la CGT a gagné en indépendance et c'est très important. Elle ne veut pas se minoriser. Elle cherche des revendications acceptables par le reste des organisations syndicales car la direction pense qu'il ne peut y avoir de mobilisations réussies qu'avec un compromis et un accord avec le reste du syndicalisme français. C'est pour cela, en partie, qu'elle s'en tient souvent à des formules générales plutôt qu'à des revendications précises, sur les salaires, les retraites... Pourtant, je pense moi, et je l'ai dit à ce congrès, que c'est la ou les revendication(s) qui fédère(nt) et qui entraîne(nt) la mobilisation. Car, sans mobilisation et rapport de force, et on est tous d'accord, il n'y a pas d'avancée sociale possible, on est même contraint au recul social.

**Unité :** Face à l'union sacrée du camp d'en face, comment se situe la CGT dans le débat sur la réunification syndicale ? Le rapprochement récent esquissé avec la FSU augure-t-il un mouvement profond en ce sens ?

**R.V. :** La CGT défend toujours le syndicalisme rassemblé. Et elle a raison de refuser l'opposition entre syndicalisme réformiste et syndicalisme de contestation. Le syndicat signe des accords quand ils vont dans le bon sens et, pour avoir de bons accords, il conteste et mobilise. Défendre une CGT pour tous les salariés, pour tous les syndicalistes est nécessaire. Cela passe par le regroupement de militants venant de divers horizons qui conservent leur savoir-faire, leurs idées, leurs expériences. Il faut chercher à ce que des organisations non confédérées redeviennent confédérées, que ce soit la FSU ou l'UNSA. Et la scission de 1947 des deux CGT n'est plus pertinente. On ne peut plus accepter la dispersion du syndicalisme français.

Alors, en conclusion, ce congrès a démontré une combativité et une attente importante des militants cégétistes. La direction confédérale a su au moins en partie y répondre. Il a donc été utile. C'est sur le terrain social que se vérifiera les capacités de la CGT à mobiliser les autres syndicats et les salariés pour refuser le recul social voulu par Sarkozy et le patronat.❖❖

*Propos recueillis par  
la rédaction d'Unité*

# 3 questions à un militant du Parti socialiste suisse

*La Suisse ayant fait l'actualité de nos journaux nationaux récemment, nous avons décidé de nous entretenir avec un militant du PSS. Interview de Romain Felli, militant à Lausanne et rédacteur en chef du bulletin Pages de gauche.*

**Unité :** *Quelle a été ta première réaction au vote des suisses sur l'interdiction des minarets ?*

**Romain Felli :** Une certaine surprise devant l'ampleur du oui : 57,5 % de la population, avec une participation élevée de 53 %, et une majorité dans 22 cantons sur 26. Cette surprise, à la réflexion, est injustifiable. La droite suisse a une très longue tradition d'utilisation de la xénophobie sous toutes ses formes. Ces quinze dernières années, le premier parti de Suisse (30 % environ), l'Union démocratique du Centre (UDC), un parti d'extrême-droite, a systématiquement exploité ce filon, avec la neutralité bienveillante (voire l'appui) des autres partis bourgeois. L'islamophobie est aujourd'hui en Europe la principale forme du racisme, et il est « logique » que l'UDC se soit lancé très fortement dans cette nouvelle entreprise.

**Unité :** *Comment s'est déroulée la campagne ?*

**R.F. :** La proposition d'interdiction des minarets est née de la rencontre entre membres de la fraction la plus à droite de l'UDC et membres d'un petit parti chrétien évangélique fondamentaliste. L'initiative populaire a été lancée en 2007 et déposée avec plus de 110 000 signatures en 2008. Tous les partis politiques de gauche, les partis bourgeois, les syndicats, les églises, les associations patronales, de même que le parlement et le gouvernement ont pris position contre l'initiative. La quasi-totalité des médias également. Ceci permet aujourd'hui à l'UDC, après sa victoire, d'agiter la vieille rengaine du « peuple contre les élites ». Les choses sont malheureusement plus compliquées car si toutes les forces politiques ont fait campagne formellement contre l'initiative, elles n'en ont pas moins accepté le cadrage proposé par l'UDC. L'islam a ainsi systématiquement été associé au terrorisme, à l'oppression des femmes, à une menace pour la soi-disant identité chrétienne de la Suisse, etc. Par ailleurs, la possibilité que cette initiative puisse passer n'a jamais vraiment été prise au sérieux, pas même par ceux qui l'ont lancé. Il faut dire qu'il n'existe actuellement que 4 minarets dans toute la Suisse (et une demande avait été déposée pour en construire un autre), loin donc d'une islamisation forcenée du territoire...

**Unité :** *La gauche suisse a-t-elle une position commune sur la question ?*

**R.F. :** Face à cette attaque violente, les partis de gauche et les syndicats en sont malheureusement restés à un discours humaniste, mettant en avant la « tradition d'accueil et de tolérance de la Suisse » (tradition que l'on chercherait en vain si l'on se penchait d'ailleurs sérieusement sur la Suisse du XX<sup>e</sup> siècle...). Jamais n'a été mis en avant le fait que c'est d'abord à un des segments les plus précaires de la classe ouvrière que l'on s'en prenait, suscitant ainsi des divisions et détournant l'attention de la crise sociale majeure qui frappe le pays (plus de 200 nouveaux chômeurs par jour). L'instrumentalisation du féminisme par des milieux eux-mêmes ultra-sexistes a également atteint des sommets inégalés.

Seule la Jeunesse socialiste suisse (JSS) a réussi pendant quelques temps à détourner le débat en le faisant porter sur la question lancinante de la laïcité, c'est-à-dire à poser le problème de toutes les religions (à commencer par les deux religions dominantes, catholiques et protestantes) dans l'espace public, et au sein de l'État. La Jeunesse socialiste a tenté, avec ses moyens, de débattre d'un problème qui s'est trouvé au cœur du vote des Suisses : l'impression d'une absence de règles communes et stables face aux différences religieuses.

Après le vote du 29 novembre, des milliers de personnes sont descendues manifester dans les rues des principales villes suisses pour témoigner de leur rejet du racisme. Néanmoins, l'UDC n'est pas proche de s'arrêter. Elle a déposé une initiative demandant l'expulsion du territoire des « étrangers délinquants » contre laquelle il faudra se battre résolument.

Les libertés fondamentales ont été gravement mises en cause avec ce vote. Il serait faux de n'y voir qu'un racisme inhérent à la Suisse. Une nouvelle extrême-droite qui a largement débordé dans la droite de « gouvernement » (Sarkozy, Berlusconi, Blocher,...) imprime une stratégie raciste de lutte de classes par en haut qui permet une division, un contrôle et une disciplinarisation accrue du salariat.❖❖

**Propos recueillis par Julien Guérin  
Saint-Étienne**

**Pour aller plus loin :**  
[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)

# IVG, retour sur la loi de 1975

**E**n février dernier, Brice Hortefeux alors ministre du Travail et de la Famille, jurait « *maintenir l'effort budgétaire permettant au Planning familial d'assurer ses missions* ». Résultat : une baisse des crédits de 42 %. Il y a quelques jours, le ministère de la Santé nommait à la direction de l'hôpital psychiatrique de Châlons-en-Champagne, un « fou de Dieu », Xavier Dousseau, condamné en 1996 pour s'être enchaîné à une table d'opération du centre d'IVG de son propre hôpital, à Valenciennes.

## **Sale temps pour le droit à l'avortement.**

Mais d'ailleurs peut-on parler aujourd'hui en France d'un droit à l'avortement ou plus précisément d'un droit effectif à l'avortement ? Si la question peut choquer ou surprendre, elle se doit d'être posée dans une période où de nombreux droits sont bafoués.

## **Retour en 1975.**

Le 17 janvier 1975 la loi Veil sur l'avortement est promulguée. Longtemps présentée comme la victoire du mouvement féministe, cette loi est également une loi de santé publique, mettant en place des structures permettant aux femmes qui le souhaitent, et sous certaines conditions, d'avorter. Mais cette loi est aussi et surtout issue d'un long processus au sein duquel se sont affrontés de nombreux groupes : médecins, féministes, catholiques, laïques... Le droit des femmes à avorter est un droit qui nous semble fondamental aujourd'hui, mais le combat était loin d'être gagné à l'époque. Le « pouvoir » catholique était encore très puissant en France, et le Conseil de l'Ordre des Médecins comptait en sein beaucoup plus d'anti que de pro avortement. Malgré l'interdiction de la propagande, de nombreuses actions sont entreprises pour informer les femmes et rendre visible le mouvement féministe. Le droit des femmes à disposer de leur corps renferme en son sein la question de la liberté de la femme dans cette société en pleine ébullition. Certains débats montrent à quel point les hommes considèrent les femmes comme des majeures incapables. Point intéressant car l'interdiction de l'avortement dans les sociétés antiques ne repose pas sur l'atteinte à la vie (glissement opéré par l'Église au XVI<sup>e</sup> siècle), mais sur l'atteinte à la puissance du père ou du mari. La question de la domination masculine est sous-jacente à l'ensemble des débats.

Après le procès de Bobigny et le manifeste des 343, les choses s'accélérent et le travail de fond opéré depuis plusieurs années finit par payer. Cependant, l'obtention du droit à l'avortement est le point de départ de combats beaucoup plus difficiles : la reconnaissance dans les mœurs et les représentations collectives que l'avortement n'est pas un crime, et l'obtention d'un véritable droit effectif à l'avortement.

## **La clause de conscience**

En effet, la loi prévoit pour le médecin une clause de conscience, lui permettant de ne pas pratiquer d'avortement s'il ne le souhaite pas. Nous sommes encore loin d'un droit réel et effectif des femmes à disposer de leur corps. D'autre part, il faudra attendre 1982 et la loi Roudy pour que l'avortement soit remboursé par la sécurité sociale. Bien que les choses aient fait un grand bon en avant, la réalité du terrain démontre que le droit à l'avortement reste hypothétique pour certaines femmes aujourd'hui. Le poids des représentations est encore lourd, et l'avortement encore « mal vu ». Ajoutez à cela la désertification médicale dans certaines régions, les menaces de restructuration qui planent sur les Centres d'IVG et les réticences de certains médecins à pratiquer les avortements, et le droit à l'avortement aujourd'hui, en France, est loin d'être effectif. C'est pourquoi nous nous devons, nous socialistes, de tout mettre en œuvre politiquement pour que ces femmes qui souhaitent avorter puissent le faire, sans qu'aucun jugement ne soit porté pour qu'enfin les femmes disposent de leur corps pleinement et entièrement. ::

**Par Simon Héger  
Nantes**

---

### **Pour aller plus loin :**

[www.planning-familial.org](http://www.planning-familial.org)  
Winckler M., *Le cœur des femmes*, Éditions P.O.L., 2009  
Sauder R., *Avortement, une liberté fragile*, Documentaire, 2004

**Bientôt en ligne sur le site de l'Offensive Socialiste, le dossier complet :**

*IVG, retour sur la loi de 1975*

## Les intellectuels contre la gauche

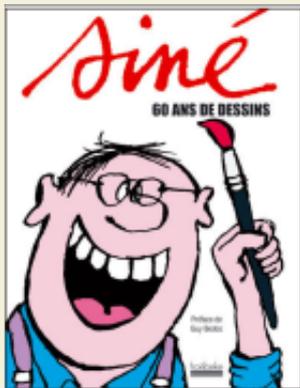
Il fallait vraiment être américain pour écrire un tel essai sur l'idéologie antitotalitaire, dénonçant, à partir du milieu des années 1970 en France, la filiation entre le marxisme et le totalitarisme ! Mickael Christofferson parvient en effet à éviter deux écueils dans lesquels un chercheur français n'aurait pas pu s'empêcher de tomber. L'auteur ne verse pas un instant dans l'idéalisation les promoteurs de l'antitotalitarisme que sont les BHL, les Finkielkraut et autres François Furet. Alors que leurs thématiques font actuellement consensus en France de l'extrême-gauche héritière de Foucault à la droite la plus réactionnaire, l'auteur cerne magnifiquement, tout au long d'une étude scrupuleuse, leurs mobiles retors et leur opportunisme politique. Mais Christofferson parvient également à ne pas tomber dans le second écueil qu'aurait été le révisionnisme pro-stalinien. Il ne défend jamais l'URSS, ni la ligne du PCF. Il établit honnêtement les faits, que ce soit à propos de la responsabilité des communistes dans l'échec de la révolution portugaise ou de la répression de la dissidence intellectuelle en Union Soviétique dans les années 1970.

Tout au long de son ouvrage, l'auteur défend une thèse très simple mais probante. L'antitotalitarisme français est une mouvance politique nationale relativement floue regroupant les inconditionnels de « l'action directe », certains intellectuels maoïstes, la revue *Esprit*, l'hebdomadaire *France Observateur* ou encore le courant autogestionnaire de Rocard entré au PS en 1974. Mais ce vague regroupement dispose d'une véritable cohérence qui se trouve dans une volonté commune de peser sur le débat public strictement hexagonal et dans une même tendance à n'utiliser des thématiques internationales que pour lutter contre l'Union de la gauche signée en 1972 entre le PS d'Epinay et le PCF. Finalement, ces intellectuels en rupture avec le marxisme - qu'ils identifient avec le stalinisme ! - ont sciemment tenté de saper les bases du Programme commun et de faire perdre la gauche en 1981. Leur échec final n'a pas empêché ces « intellectuels contre la gauche » de préparer la voie à l'idéologie individualiste et humanitariste, profondément libérale et réactionnaire, promue partout dans les années 1980.

**Christofferson M-S., *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1)*, Agone, coll. Contre-feux, Marseille, 2009.**

## PRESSE

### Siné 60 ans de dessins



On ne le présente plus, on le savoure ! Bob Siné fête ses 60 années de dessins de presse. L'occasion faisant le larron, sort, en ces fêtes de fin d'année, un album rassemblant le meilleur du meilleur de Siné.

Siné, il dessine pour s'exprimer, il dessine comme d'autres écrivent. Et, évidemment, ça décoiffe ! Siné c'est de l'anti-militarisme, de l'anti-fascisme, de l'anti-cléricalisme et c'est surtout un sacré empêcheur de tourner en

rond, qui vise (presque ?) toujours juste.

Son dessin il l'utilise d'abord pour la publicité mais sa rage de caricaturer le monde se fait plus forte et Siné se lance très rapidement dans le dessin de presse. Dès le début, il dézingue flics, curés et militaires et nous, on adore !

Acerbe, sans concession, parfois méchant mais nécessairement actuel, Siné n'a pas que des amis. Souvent critiqué, une chose est certaine, c'est que Bob Siné, comme ses chats, il retombe toujours sur ses pattes !

L'album de Siné sous le sapin, c'est du poil à gratter pour toute la famille, et, forcément, des rires garantis.

**60 ans de dessins, par Siné, préface de Guy Bedos, Hoëbeke, 2009.**

## CINÉMA

## Profils paysans

**R**aymond Depardon nous emmène plusieurs heures durant dans l'intimité de paysans, ces gens de la terre. Il les suit, les filme, les aime surtout. *Profils paysans* c'est un hommage au monde rural, ce monde d'où il vient et d'où, beaucoup d'entre nous, y avons nos souvenirs et une partie de nos vies.

*Profils paysans*, c'est une méthode tout autant qu'une description. C'est un travail bouleversant, long de dix ans, pendant lesquels Raymond Depardon a filmé des paysans de Lozère, d'Ardèche, de Haute-Saône et de Haute-Loire. C'est un travail d'une justesse éblouissante. Caméra au poing, il entre dans le foyer de ceux dont on connaît peu parce qu'ils sont discrets, timides, isolés. Parce qu'ils sont malheureux aussi. Ce documentaire fait la part belle à la vision enchantées du retour à la terre, au regard médiatique du bonheur qu'offrirait la campagne. La réalité est autre, elle est dure. Les paysans de Depardon, ce sont plusieurs générations de paysans avec des ambitions différentes mais avec, il est certain, l'amour de la terre. Cette terre qui pourtant rend la vie des agriculteurs pénible. Depardon rend compte de tout : de la rigueur du métier comme de la difficulté à tisser du lien social dans des villages perdus, cachés dans ces forêts, au bout de chemins qui ne débouchent plus.

Cette trilogie permet de tenir compte des évolutions, des changements opérés en dix ans. Il y a ceux qui s'installent, qui font des enfants, ceux dont le courage est intact au début et qui vont douter. Il y a ceux qui sont vieux, qui ont connu l'arrivée des machines, ceux qui meurent aussi. Il ya ceux qui rient parfois et ceux qui ne parlent plus. Depardon, la caméra à l'épaule ne nous épargne rien. Pendant dix ans, il a suivi ces femmes et ces hommes dont les prénoms résonnent en nous une fois le générique de fin terminé. Il nous a fait entrer dans leurs fermes avec un naturel destabilisant, extraordinaire.

Cette bouleversante trilogie parle, avec une grande sérénité, de nos racines et du devenir des gens de la terre. Depardon, c'est un photographe, un documentariste, un homme qui envisage le cinéma comme un art du temps qui passe et qui enregistre les traces, nos traces laissées par, nous, humains.

***Profils paysans*,  
de Raymond Depardon,  
la trilogie, en DVD, sortie en 2009.  
chez Arte Video**

## Adieu Gary

**U**n premier film qui sort au beau milieu de l'été, avec Jean-Pierre Bacri, qui parle d'immigration et de fermeture d'usines, voilà qui a pu attiser les clichés de la critique... et repousser les spectateurs.

Il y a pourtant beaucoup à voir dans ce film tourné comme un western. Il y a à voir non pas la prétendue fin de la classe ouvrière mais la transformation du travail. Les ouvriers ont quitté la ville, restent les employés de supermarché et leur costume en forme de souris pour la « semaine du fromage ». Il y a à voir le blues d'une génération que l'on relègue au chômage, à la prison. Que l'on renvoie toujours vers un ailleurs, cette fameuse « origine géographique » chère à Edvige 3.0, le rêve américain incarné par Gary Cooper, le désir d'un futur enfin heureux. Il y a à entendre les silences, celui de l'usine qui ne tourne plus, ceux des générations qui ne se comprennent pas, ceux des désirs qui se cherchent, ceux de l'attente de revoir un père disparu.

Il y a surtout à voir un regard qui n'est pas moralisateur. Celui d'un jeune cinéaste, Nassim Amaouche, qui a choisi une cité ouvrière passée de 1200 à 4 habitants aujourd'hui comme décor de son film parfois drôle, souvent amer, un peu désabusé. On a envie de défendre ce film qui ne cherche pas à nous imposer sa vision des choses. Un film parfois un peu maladroit mais touchant de justesse.

Dans les westerns, la conquête de l'ouest colonise peu à peu les déserts américains. Au contraire en France, la destruction des liens sociaux désertifie les petites communes. L'espoir des luttes sociales disparaît. Ne reste plus que l'attente.

***Adieu Gary*,  
de Nassim Amaouche,  
en DVD, sorti le 8 décembre 2009  
chez StudioCanal**



**Comité de rédaction :**  
Johann Cesa (42)  
Thomas Chavigné (31)  
Marlène Collineau (44)  
Tunjaï Cilgi (64)  
Jean-François Claudon (75)  
Mehdi Dardouri (42)  
Julien Guérin (43)  
Mathias Tessier (44)  
Ernest Simon (44)  
David Torres (32)

**Numéro 28 | décembre 2009**

**courriel :** offensive.socialiste@gmail.com

**Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.

**Photographies et dessins :**

p. 1 : Laïcité..., par Jean Effel, CC-by-sa

pp. 2, 3 : Autobar 2009, par Johann Cesa, CC-by-sa

p. 6 : 60 ans de Siné, Hoëbeke, Tous droits réservés

p. 7 : Urbex 2009, par Philippe Sergent, CC-by-sa

p. 8 : Salvador Allende, par Jorge Barahona, CC-by-sa

(32) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.

**Maquette :**

Nicolas Nocet

Marlène Collineau

Lisez **Unité**,  
le journal de  
**l'Offensive Socialiste**

et retrouvez les articles de ce  
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

## Il faut gagner dès 2010 !

**C**a y est ! Nous sommes enfin entrés dans la période électorale des régionales. Nous, jeunes socialistes, prôtons une alliance de toute la gauche, et non une alliance avec le centre. Pour cela, les négociations avec les verts et les partis dits « plus à gauche » doivent plus que jamais se baser sur les fondamentaux des principes de gauche. Le projet de la gauche doit pouvoir proposer une nouvelle démocratie. Une démocratie participative où les associations de consommateurs sont consultées pour les projets de lois. Une démocratie où un maximum de services sont assurés par l'État (énergie, transports, poste, télécommunications, éducation, 1er et 4e âges, distribution de produit de première nécessité et des productions agricoles). Une démocratie où l'humain est replacé au centre des préoccupations et où la décroissance est étudiée...

La gauche doit pouvoir se demander comment elle peut mettre en place une fiscalité plus juste, comment elle peut empêcher les abus du néolibéralisme. La gauche doit pouvoir proposer une alternative solide au système actuel. Le projet de la gauche doit pouvoir mettre en place une société où l'on favorise la consommation

locale, le commerce équitable et les produits sains environnementalement, sans pour autant se fermer au monde qui nous entoure. Le projet commun doit pouvoir augmenter les bas salaires et limiter les rémunérations indécentes. Le projet doit aussi améliorer la cohésion sociale entre pauvres, riches, français, immigrés, chômeurs, travailleurs, hommes, femmes, handicapés ou non, jeunes et moins jeunes ! La gauche doit écrire ce programme que nous attendons tous, que les partis surpassent leur petits différends de forme pour mettre en avant un projet où les idées sont primordiales. Le PS doit organiser ce programme en faisant intervenir les autres partis pour que chacun y apporte ce qu'il estime important et légitime.

La crise nous a montré que le néolibéralisme n'est pas le système qu'il nous faut, travaillons ensemble pour bâtir celui que nous voulons tous !

**Par Benjamin Palle  
Roanne**

## Allende, reviens, ils sont devenus fous !



**L**e 11 septembre 1973, Salvador Allende se suicidait. Quelques minutes auparavant, dans son palais présidentiel assiégé par l'armée, il lançait : « *L'Histoire est à nous, c'est le peuple qui la fait* ».

Le 13 décembre 2009, les Chiliens étaient appelés à désigner leur nouveau président. À l'issue du premier tour, le constat est univoque : au Chili aussi, la capitulation de la gauche devant le centre renforce la droite ! Le second tour aura lieu le 17 janvier 2010. Retrouvez nos analyses sur la situation actuelle chilienne sur le site de l'Offensive Socialiste.